

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N° 2018-10-21

COMITE SYNDICAL DU 3 OCTOBRE 2018

Mensualisation du 13^{ème} mois des contrats de droit privé et primes de droits privés

L'an deux mil dix-huit, le trois octobre à 18 heures 30, le Comité Syndical de l'USTOM du Castillonais et du Réolais dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire de ses séances, après convocation légale, à la Salle polyvalente de MASSUGAS, sous la présidence de M. Sylvain MARTY.

Date de la convocation : 27 septembre 2018

Membres en exercice : 118 Membres présents : 66

Pouvoirs : 0

Le quorum est atteint, ce comité syndical peut valablement délibérer.

Présents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : JAUTARD Gilles, DUCASSE Jacky, TRENTIN Jean-Claude, LAFINEUSE Rémi, BEYRIE Yves, REMAUT Alain, DESPUJOL Michel, GAY Gérard, BARBE Marie, ESPAGNET Didier, ARTERO Hervé, ARMELLIN Robert, BOUILLAC Gilles, NICOLLE Daniel / **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** DUBOUDIN Dominique, DUVAL pierre, LAURET Bernard / **Communauté de communes du Sauveterrois :** FOUILHAC Christiane, MARNIESSE Denis, DADEL Jean-Denis, PRA Jean-Marc, HATRON Valérie, MACIAS Chantal, YON François, BOTTEGA Joseph, CHARENTON Michel, PEYRE Francis, DUBOS Jean-Claude, BRIS Daniel, LABORDE Thierry / **Communauté de communes de Montaigne Montravail :** TONNEAUT Philippe, MARTY Sylvain, LAGORCE Josette, LEGOUTIERES Alain, SOURISSE Maryvonne, POINTET Dominique, LAPERROUSAZ Patrick, GALLOT Christian / **Communauté de communes de Castillon Pujols :** BOURDIER Christian, BLANC Bernard, PAULETTO Patrice, DUVERGE Bernard, LAVIGNAC Marie-Claude, ZAMPARO Isabelle, DELGUEL Jean-Claude, DUDON Bernard, REBILLOUT Christian, MARTEL Christine, NEUVILLE Alain, VIANDON Frédéric, BEDAT Marie-Claire, THIBEAU Daniel, DESARD Michel / **Communauté de communes du Pays Foyen :** BERNARD Aliette, LAVOIR Denis, CONORD Diana, REBEYROLLE Jean-Jacques, LACHAIZE Yolande, BOUDENS David, POUPIN Annie, LA SALMONIE Jacques, BLONDY Pascal, SERVANT Jacques, NAUDON Jean-Pierre, VACHER Jean-Claude, ROMERO Patrice,

Absents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : BARBE Isabelle, DE RONNE Orande, LABADIE Christophe, ROBERTS Amanda, MARTY Bruno, BOURGOGNE Véronique, DEHEAULME Isabelle, CHAMPAGNE Marie-Claude, LALAGUE Joëlle, VILETTE Roger, MALLADIT SALLAUD Christian, CARNELOS Christophe, CASTAGNET Bernard / **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** FENELON Daniel, BIGOT Patrick, GUIMBERTEAU Yannick / **Communauté de communes du Sauveterrois :** BENEY Régis, MIGAUD François, LANGEL Christophe, RAYNE Yves, GASNAULT Jean-Pierre, ACENA Xavier, VIAUD Jean-Marie, DUPRAT Jean-Luc, GOMEZ Natacha, BOUDIGUE René, AUBERT Daniel, REBILLOU Bernard, BOUSCARY Emile, SALAGNAC Pascal, BLANCHEREAU Claude, LIOTEAU Mady, SAUTS Laurent, LEBRUN Gérard / **Communauté de communes de Castillon Pujols :** TRAVANUT Jean-Paul, DUCOUSSO Jean-Claude, DUVIGNEAU LOBRE Didier, GEROMIN Michel, ZECCHINI Alphonse, LEPETIT Nathalie, POIVERT Liliane, GAUTHIER Pierre, DUMARTIN William, CESAR Gérard / **Communauté de commune du Pays Foyen :** BELLECULEE David, DARRIEUTORT Serge, BASSET Jean-Michel, BOURDIL Jean-Michel, CAMBECEDDES Jacques, HOSPITAL Patrick, LETELLIER Maurice, REGNER Jean

Mensualisation du 13^{ème} mois des contrats de droit privé et primes de droits privés

Le Comité Syndical du Castillonnais et du Réolais, sur rapport de Monsieur le Président,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les contrats tripartites conclus avec l'Etat dans le cadre des Emplois d'Avenir et des Contrats Uniques d'insertion,

Vu les contrats tripartites conclus avec l'Etat dans le cadre du dispositif CUI-PEC,

Vu la délibération 2017-11-24 du 29/11/2017,

Vu la délibération N°2018-04-15 du 25/04/2018,

L'USTOM emploie à ce jour des agents dans le cadre des dispositifs de contrat aidés, contrat d'avenir (CA), contrat d'accompagnement à l'emploi (CAE), Contrats Parcours Emploi Services (PEC), ainsi que des agents employés sous contrats à durée déterminée et à durée indéterminée de droit privé, soumis à la Convention Collective Nationale des Activités du Déchets.

Eu égard au caractère de droit privé de ces contrats, les agents concernés ne peuvent bénéficier du régime indemnitaire mis en place au profit des agents stagiaires, titulaires ou contractuels de droit public relevant des différentes filières.

Les agents soumis à contrat sous convention collective nationale des déchets perçoivent un 13^{ème} mois au vu de la réglementation applicable, ainsi que certaines primes obligatoires (dite « de salissure », « de panier » sous certaines conditions, « de transport », sous certaines conditions également,...)

Ces primes sont déconnectées de la teneur du poste, contrairement au nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) applicable à compter du 01/01/2018 pour les agents de droit public et ne sont pas toutes versées selon un rythme mensuel comme l'IFSE.

Il est proposé au Conseil Syndical d'approuver le principe du versement de primes au profit des agents de droit privé tel que suivant :

- ✓ Périodicité de versement de la prime du 13^{ème} mois aux agents de droit privé sous convention collective nationale des déchets : mensuelle.
- ✓ Périodicité de versement des autres primes « de salissure », « de panier » sous certaines conditions, « de transport », aux agents de droit privé sous convention collective des déchets : mensuelle sous réserve de remplir les conditions d'attribution figurant dans la convention collective nationale des déchets.
- ✓ Instauration d'une prime semestrielle dite « de résultat » applicable à tous les agents de droit privé selon les modalités suivantes :
 - Les conditions d'attribution de la prime de résultat:
Justifier d'un contrat d'une durée supérieure à 12 mois et d'une ancienneté minimum de 6 mois au sein de l'établissement ;
 - Conditions cumulatives d'attribution de la Prime du 1^{er} semestre versée en juillet de l'année en cours :
 - Etre présent dans les effectifs au 30/06 ;
 - Etre présent au 31/12 de l'année précédente.

- Condition d'attribution de la Prime du 2ème semestre versée en janvier de l'année suivante :
 - Etre présent au 30/06 et au 31/12 de l'année.
 - Avoir fait preuve d'assiduité, de présence régulière et d'engagement au travail tout au long de la période annuelle considérée ;
 - Avoir atteint les objectifs déterminés par sa hiérarchie lors de l'entretien annuel d'évaluation de l'année antérieure, ou du moins avoir mis en œuvre tous les moyens nécessaires à leurs réalisations.
- Mode de calcul et détermination du montant de la prime de résultat :
 - Une enveloppe globale annuelle est déterminée chaque année par le Bureau du Conseil Syndical ;
 - Cette enveloppe est divisée en deux, permettant un calcul sur une périodicité semestrielle, puis est répartie entre les bénéficiaires remplissant les conditions d'éligibilité décrites ci-dessus ;
 - Un pourcentage d'atteinte des objectifs annuels est déterminé après entretien avec la hiérarchie en regard du travail mené au cours du semestre considéré.
 - Le montant de la prime est ensuite calculé au prorata temporis du temps de travail effectif sur la période considérée.
 - un certificat administratif du Président précisera le montant accordé au titre de la présente prime.
- Versement de la prime : Chaque semestre.
 - ✓ Instauration de deux primes dites de « polyvalence » pour les agents polyvalents du service Exploitation effectuant les missions suivantes :
 - Remplacement sur diverses déchetteries (itinérance) : 50€/ bruts par mois
 - Remplacement sur le service Transport : 10€/brut/jour lorsque l'agent polyvalent effectue des missions de chauffeur Poids-lourds. Le versement de cette prime est prévu mensuellement.

Le Conseil Syndical, sur le rapport du Président, après en avoir délibéré, et à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :

- Autorise le versement mensuel des primes figurant dans la Convention Collective Nationale des Activités du Déchets.
- Sous réserve de remplir les conditions d'attribution ci-dessus définies, approuve l'instauration d'une prime semestrielle dite « de résultat » applicable à tous les agents de droit privé ;
- Sous réserve de remplir les conditions d'attribution ci-dessus définies, approuve l'instauration de deux primes mensuelles dites de « polyvalence » applicables à tous les agents de droit privé du service exploitation ayant une polyvalence effective en déchetteries (missions itinérantes au sein des déchetteries) ou au service Transport (missions journalières de conduite de poids-lourds)

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.

Certifiée exécutoire par réception
Sous-Préfecture le :
Par publication ou notification le :

Le Président,
Sylvain MARTY



2018/52



Envoyé en préfecture le 15/10/2018
Reçu en préfecture le 15/10/2018
Affiché le **SLO**
ID : 033-253303499-20181003-20181021-DE